Document généré le 6 juil. 2025 01:49

Lien social et Politiques

Les Noirs américains et le lien social aux États-Unis : un enjeu identitaire irréductible ?

Afro-Americans and Social Links in the United States: An Irreducible Question of Identity ?

Los negros americanos y el vínculo social en EE.UU. : ¿ Una apuesta de identidad irreductible ?

Laurent Bouvet

Numéro 39, printemps 1998

Liens personnels, liens collectifs

URI : https://id.erudit.org/iderudit/005063ar
DOI : https://doi.org/10.7202/005063ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bouvet, L. (1998). Les Noirs américains et le lien social aux États-Unis : un enjeu identitaire irréductible ? *Lien social et Politiques*, (39), 87–101. https://doi.org/10.7202/005063ar

Résumé de l'article

Les Noirs américains, en tant que minorité, se tiennent au cœur du débat identitaire américain ; cette position centrale est due à l'incommensurabilité et à l'irréductibilité de leur expérience historique, sociale, économique et politique dans la société américaine. Pour les observateurs de la société américaine, ils constituent, en tant que population d'étude, l'idéal-type de la minorité puisqu'ils possèdent, à la fois, la quasi-totalité des caractères par lesquels on peut définir une minorité dans le cadre de la société américaine (poids démographique, condition sociale, histoire particulière, revendications adressées à la majorité...) et un élément spécifique déterminant qui les rend incomparables à toute autre population: la «différence raciale». On peut donc parler d'une double irréductibilité de la question noire américaine, à la fois interne et externe.

© Lien social et Politiques, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Les Noirs américains et le lien social aux États-Unis : un enjeu identitaire irréductible ?

Laurent Bouvet

Les Noirs américains[1], en tant que minorité, se tiennent au cœur du débat identitaire américain ; cette position centrale est due à l'incommensurabilité et à l'irréductibilité de leur expérience historique, sociale, économique et politique dans la société américaine. Pour les observateurs de la société américaine, ils constituent, en tant que population d'étude, l'idéal-type de la minorité puisqu'ils possèdent, à la fois, la quasi-totalité des caractères par lesquels on peut définir une minorité dans le cadre de la société américaine — poids démographique, condition sociale, histoire particulière, revendications adressées à la majorité...— et un élément spécifique déterminant qui les rend incomparables à toute autre minorité : la « différence raciale ». On peut donc parler d'une double irréductibilité de la question noire américaine, à la fois interne et externe[2].

Pour nous orienter dans les méandres de cette question essentielle pour juger de la qualité du lien social américain — c'est une question à la fois complexe, suranalysée et sujette à des débats virulents —, on essaiera de montrer la manière dont elle a été reformulée à plusieurs reprises depuis une quarantaine d'années. On tentera de le faire à la lumière de l'évolution de la perception identitaire de la minorité noire, tant d'elle-même par elle-même que de l'extérieur. On essaiera de la même manière de comprendre, à travers l'exemple de la question noire, un des aspects du lien social américain, celui de l'intégration politique, économique et sociale d'une minorité.

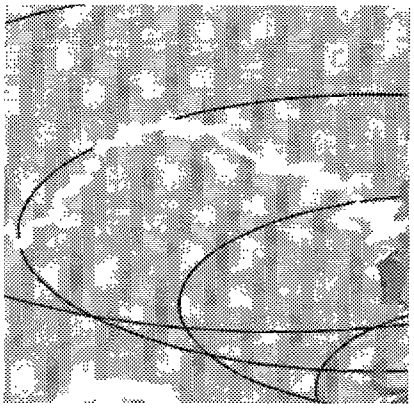
On peut avancer que la question noire américaine a été reformulée au moins trois fois depuis les années 1950 : une première fois lors du Mouvement pour les droits civiques au début des années 1960, dans une perspective universaliste et intégratrice, une deuxième fois après le vote des grandes lois de 1964 et 1965, cette fois selon la logique identitaire de la « révolution » décrite plus haut, et une troisième fois récemment, au milieu des années 1990, suite à la

Lien social et Politiques – RIAC, 39
Printemps 1998

conjonction d'un constat d'échec relatif de la politique de discrimination positive *(affirmative action),* particulièrement en matière de politique sociale, et de la pression de la droite conservatrice américaine pour la réduction des programmes sociaux — en même temps que le retour sur l'esprit libéral (au sens américain) des années 1960. Si les deux premières reformulations envisagées ici s'appuient sur des analyses déjà largement développées dans les sciences sociales américaines, la troisième procède en revanche d'une tentative d'analyse directe, plus personnelle aussi, de la situation contemporaine, à partir d'événements qui ont marqué l'histoire américaine des dernières années ; une histoire dont on n'a pas encore saisi tout le sens mais dont les principaux enjeux peuvent d'ores et déjà être soulignés.

La première reformulation de la question noire : l'intégration par les droits civiques

Un changement d'attitude de la majorité blanche américaine à propos des Noirs a lieu à la fin des années 1950. La présence des Noirs dans l'armée pendant la Seconde Guerre mondiale, la lutte au nom de la liberté contre le nazisme, contre les Japonais, et contre les théories racistes qu'ils ont mises en avant, la migration massive des Noirs vers les grandes villes du



Nord, la décolonisation et l'émergence de nations indépendantes dans le Tiers Monde et plus généralement la prospérité économique font apparaître, par contraste, dès la fin des années 1950, que le rêve unitaire américain, s'il a permis d'intégrer massivement les immigrants européens, n'a pas conduit à la libération des Noirs promise par la Proclamation d'émancipation de Lincoln en 1863 et le XIIIe amendement de 1865 abolissant l'esclavage[3]. Depuis la fin du XIXe siècle, la ségrégation a remplacé l'esclavage comme mode de régulation sociale dans le Sud, et dès l'après-Seconde Guerre mondiale, le ghetto des grandes villes du Nord a remplacé la plantation comme modèle communautaire dominant ; la question noire est dès lors devenue une question « urbaine », alors qu'elle était jusque-là essentiellement rurale, avec tout ce que cela implique de possibilités nouvelles de prise de conscience et de mobilisation (Meier et Rudwick, 1970, 1974 ; Lynch, 1973)[4].

L'inscription de l'égalité raciale dans le droit positif

Les décisions prises à la fin de la guerre pour une meilleure intégration des Noirs — à égalité de droits et de carrière — dans l'armée américaine et surtout l'arrêt de la Cour suprême, *Brown vs. Board of Education of Topeka* du 17 mai 1954, déclarant inconstitutionnelle la ségrégation raciale dans les écoles publiques[5], vont conduire à une prise de conscience nouvelle parmi la population noire de ce qu'il est désormais possible de réclamer : l'égalité des droits et la déségrégation généralisée. Cette prise de conscience se traduit dès le début des années 1960 par une forme d'action revendicative non violente au travers du Mouvement pour les droits civiques. Ainsi, à partir du mois de février 1960, une série d'actions est-elle lancée par les étudiants noirs des *Colleges* du Sud contre la ségrégation sur les campus. Les animateurs de ces manifestations créent au printemps 1960 une organisation qui va jouer un rôle important dans le Mouvement, le *Student Nonviolent Coordinating Committee* (SNCC) (Carson, 1981 ; Granjon, 1985). Les campagnes, marches et manifestations successives du Mouvement pour les droits civiques valorisent l'idée de non-violence, à l'image, souvent rappelée par les dirigeants noirs, de l'action de Gandhi en Inde dans les années 1940, et aboutissent aux trois grandes lois qui abolissent la ségrégation et renversent, plus généralement, la situation antérieure des Noirs face à la loi : le *Civil Rights Act* et l'*Equal Opportunity Act* en 1964, et le *Voting Rights Act* en 1965. À la suite du Mouvement et de ces lois, une minorité distincte suffisamment puissante politiquement pour infléchir certaines actions, pour orienter certaines lois, notamment dans les grands centres urbains, se constitue, pour la première fois dans l'histoire américaine (Cloward et Piven, 1972 : 261).

En effet, les Noirs américains, habitant désormais en majorité en milieu urbain, peuvent pour la première fois de leur histoire rivaliser dans l'influence sociale et poli-

tique avec les minorités issues de l'immigration qui se sont souvent implantées en ville directement à leur arrivée (Gosnell, 1935). Grâce à la conjonction d'un facteur sociologique déterminant : l'urbanisation massive, et à une victoire politique : les lois de déségrégation et d'aide à la participation permettant de contourner par un vaste programme fédéral le pouvoir des États et des grandes municipalités, les Noirs américains vont pouvoir prendre en charge directement leur destin, notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté que les Blancs, qu'ils soient Démocrates au Sud ou Républicains au Nord, n'auraient pas accepté de développer à grande échelle au profit d'une minorité jusqu'ici rejetée[6]. La prise de responsabilité, le pouvoir de gestion et l'ouverture vers une existence sociale mieux reconnue vont provoquer de nouvelles attitudes, de nouvelles interrogations aussi. C'est aussi par ce biais et en raison de la cohabitation urbaine des minorités exclues de la nouvelle donne politique et sociale que les méthodes de revendication puis l'orientation vers une politique à connotation fortement identitaire vont se transmettre de la minorité noire aux autres minorités. Les Noirs américains en tant que minorité obtiennent à partir du milieu des années 1960 les moyens légaux de leur prise en charge civique et sociale, ils n'entrent pas simplement dans un jeu social dont ils ne maîtriseraient pas les règles, ils peuvent désormais représenter, à l'intérieur même de la société américaine, une force de définition du lien social.

Les doutes de « l'âme noire »

La réalisation, au milieu des années 1960, des principaux buts du Mouvement pour les droits civiques provoque à la fois de l'enthousiasme et des doutes, en particulier sur la manière dont les Noirs américains vont pouvoir conserver une culture propre, distincte de la culture majoritaire et hégémonique des Blancs. Car même s'ils sont désormais des citoyens américains comme les autres, égaux et pleinement intégrés à la nation sur le plan juridique, ils apparaissent toujours comme les porteurs d'un héritage différent de celui des autres Américains, dont les ancêtres sont issus d'une immigration volontaire, les Amérindiens mis à part. Certes, les lois de 1964 et 1965 semblent remplir les espoirs portés par William Edward Burghardt DuBois dès le début du siècle lorsqu'il écrivait : « L'histoire du Noir américain est l'histoire de ce conflit (entre la négritude et l'américanité) — ce désir d'atteindre à l'humanité consciente d'elle-même, de fusionner son double "moi" en un "moi" meilleur et plus vrai. Dans cette fusion, il ne souhaite perdre aucun des anciens "moi". Il ne veut pas africaniser l'Amérique, car l'Amérique a trop à apprendre au monde et à l'Afrique. Il ne veut pas blanchir son âme noire dans le flot de l'américanisme blanc, car il sait que le sang noir a un message à délivrer au monde. *Il veut simplement qu'il soit possible pour un homme d'être à la fois Noir et Américain* » (DuBois, 1903 : 45)[7]. Après 1964-1965, certains intellectuels et activistes politiques noirs commencent à manifester publiquement une interrogation sur leur identité en tant que Noirs au sein de la société américaine. Ils ont pris peu à peu conscience pendant la lutte pour les droits civiques que le fait d'être noir représentait quelque chose de plus qu'une couleur de peau ou un statut socio-économique, et même si ce n'est pas la première fois que cette prise de conscience d'un lien avec une origine non américaine — africaine — a lieu, c'est la première fois dans l'histoire des États-Unis que les conditions sont réunies pour pouvoir porter cette interrogation au cœur même du débat politique et social américain, pour la mener au-delà d'une longue plainte ou d'un sentiment mélancolique, pour la faire sortir d'une simple revendication culturelle exprimée traditionnellement dans la musique ou à travers quelques grandes figures intellectuelles par exemple.

Pour illustrer le problème identitaire de la génération noire des droits civiques face au conflit évoqué par DuBois entre négritude et américanité, il paraît intéressant, à titre d'exemple, de suivre l'expérience des membres du SNCC à la suite de ce que l'on a appelé aux États-Unis « la déception du *Mississippi Summer* ». Durant l'été 1964, le SNCC a essayé, en vain, de convaincre les Blancs démocrates du Mississippi d'abandonner une clause d'exclusion des votants noirs dans le processus de sélection des délégués à la convention nationale démocrate d'Atlantic City, c'est-à-dire de reconnaître pleinement le Parti démocrate libre du Mississippi *(Mississippi Freedom Democratic Party)* comme représentant à la convention démocrate. Les membres du SNCC et du MFDP étaient convaincus qu'ils étaient en droit de demander une égale participation à la convention. Le refus du Parti démocrate du Mississippi a conduit beaucoup de membres du SNCC à douter de la capacité de la société américaine de les accepter véritablement, comme membres à part entière de la collectivité nationale[8]. C'est juste après cet échec qu'une délégation a été invitée à se rendre en Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée.

Matthew Jones était membre de cette délégation et raconte combien les deux événements — échec dans le Mississippi et voyage en Guinée — ont influencé son interrogation sur son identité. Il relate ainsi la rencontre de la délégation avec le président guinéen Sékou

Touré : « Nous voyions en Sékou Touré une sorte de père. Nous avons décidé de nous habiller (à l'africaine) pour le rencontrer [...] Il nous a regardés et nous a dit [...] de retourner aux États-Unis et d'organiser la communauté noire [...] en d'autres termes il n'a donné à notre escapade culturelle [...] aucun élan. Il nous a vus comme des Occidentaux qui devaient retourner aux États-Unis faire leurs affaires. [...] Nous étions un peu embarrassés parce que nous avions adopté la culture africaine comme une mode [...] C'est ainsi que j'ai compris combien j'étais Américain et combien j'étais plus proche à cette époque de Bill Hanson, un camarade blanc de l'Arkansas [...] que de n'importe quel Africain » (Fleming, 1992). Cet engouement pour l'Afrique qui existait chez certains intellectuels noirs mais de manière encore embryonnaire s'est manifesté depuis sous des formes plus larges — voir notamment le succès de « l'afrocentrisme » dans les programmes scolaires (Asante, 1987) — mais, comme le note C. G. Fleming : « les lois ont changé mais l'ambiguïté demeure. Après être passés par une guerre civile qui les a libérés et par un Mouvement pour les droits civiques qui a aboli la ségrégation légale, les Africains-Américains luttent encore contre les problèmes fondamentaux qui tracassaient leurs ancêtres. Leur relation à ce pays n'a jamais été claire. Dans la période d'avant la Guerre Civile la question était propriété ou personne. Dans les années qui ont suivi la Guerre Civile la question est devenue citoyenneté ou non. Ce pays a toujours eu des difficultés à définir qui sont les Africains-Américains. Ce qui a contribué à la confusion dans la définition d'eux-mêmes. Une telle incertitude forme leurs tentatives de s'identifier non seulement à l'Amérique, la terre qui les a asservis, mais également à l'Afrique, la terre de leurs ancêtres » (Fleming, 1992 : 23). Cette remarque conduit à valider l'idée selon laquelle les Noirs américains restent aujourd'hui encore des « Américains négatifs » ; autrement dit, la question noire, malgré l'évolution des trente dernières années, resterait peu ou prou celle posée par DuBois : est-il possible d'être à la fois Noir et Américain ? (Loury, 1995). C'est à partir de cette interrogation des Noirs américains qui ont milité pendant les années 1960, et gagné la lutte pour les droits civiques, que se développe l'essentiel de la « révolution » identitaire américaine qui prend place à la fin des années 1960 et qui rythme depuis les débats sur la place des minorités dans le lien social américain, question auparavant envisagée selon le modèle d'intégration du *melting pot*. Alors que juridiquement, économiquement et socialement la situation globale de la population noire s'améliore grâce à la prospérité économique de l'ensemble du pays, aux lois de déségrégation et aux programmes de lutte contre la pauvreté, subsiste ou plus exactement rejaillit l'interrogation identitaire, c'est-à-dire l'interrogation fondamentale qui sous-tend toute l'histoire américaine et qui depuis une trentaine d'années trône au cœur de la question du lien social : peut-on être égal tout en étant différent mais sans pour autant vivre séparé ?

La deuxième reformulation de la question noire américaine : la surenchère identitaire comme moyen de *dépasser les contradictions* de « l'ère des droits civiques »

À partir de 1966-1967, on assiste au renversement de la perspective intégrationniste du Mouvement pour les droits civiques, identifiée à Martin Luther King, c'est-à-dire à la naissance d'une logique identitaire — celle de l'*identity politics* — que les Noirs vont être, en tant que minorité, les premiers à endosser. Les effets démobilisateurs de la réalisation législative des revendications principales du Mouvement et les interrogations identitaires, encore isolées, nées de celle-ci vont en effet être renforcés par plusieurs facteurs aggravants. La dérive conservatrice et violente du pouvoir démocrate, qui a pourtant mis en place les programmes sociaux et la politique de déségrégation, d'une part[9], la radicalisation de certains groupes activistes noirs — notamment les « Noirs musulmans » — puis l'assassinat de Martin Luther King le 4 avril 1968, d'autre part, vont peu à peu diviser les différentes composantes du Mouvement pour les droits civiques et plus généralement les groupes et structures politiques nés avec lui dans les années 1960, au sein notamment de la Nouvelle Gauche *(New Left)*. Cette division intervient au moment même où la société américaine traverse une crise d'identité quant à la valeur économique et morale de son modèle : la société de consommation commence à être remise en cause et les critiques tant internes qu'internationales se multiplient à l'encontre de l'attitude du gouvernement américain dans la guerre du Vietnam.

Un événement illustre particulièrement bien le sens du tournant identitaire qui se matérialise autour des années 1967-1968, et les pro-

blèmes que va rencontrer, à partir de cette date, la gauche américaine, qui sera désormais confrontée à une redéfinition en profondeur de son projet libéral de société autour du débat suscité par l'*identity politics*[10]. Il s'agit de la « Conférence nationale pour une politique nouvelle » *(National Conference for New Politics)* qui se tient à Chicago en août 1967. Lors de cette grande manifestation politique de la gauche radicale éclate au grand jour la rupture entre la logique intégratrice et universaliste du Mouvement pour les droits civiques du début des années 1960 et la logique identitaire, à fort contenu différentialiste et particulariste, qui s'est développée depuis au sein de groupes minoritaires activistes. Le déroulement de cette conférence (voir Granjon, 1985 : 378 sq., et Feher, 1992) va prendre une valeur historique comme point de départ d'un nouveau type de revendications des minorités organisées autour du thème de la fierté identitaire. Il s'agit de l'affrontement entre, d'une part, les militants noirs du *Black Power,* héritiers de Malcom X[11], qui demandent plus de pouvoir sur le thème de la sous-représentation de leur poids dans le mouvement de la gauche radicale contre la domination des Blancs, et, d'autre part, les militants étudiants — majoritairement blancs — du *SDS (Students for a Democratic Society)* notamment, dont les dirigeants, en grande partie juifs, sont de plus en plus mal à l'aise face aux sympathies proarabes et promusulmanes affichées par les tenants du *Black Power.* Les activistes noirs, comme les féministes[12], réclament ainsi en 1967, au bout d'un processus de décomposition politique du Mouvement pour les droits civiques et de sa cousine politique la Nouvelle Gauche, la souveraineté dans la conduite de leur émancipation, ne voulant plus que leur voix soit portée par des « mâles blancs »

dominateurs. Comme le note Michel Feher, « la *National Conference for New Politics* de 1967 possède une valeur heuristique incontestable : car si elle exprime l'état de déliquescence avancée du Mouvement des droits civiques, elle annonce simultanément l'émergence des "politiques identitaires" qui ne vont plus cesser de dominer la gauche américaine » (Feher, 1992) et, devrait-on ajouter, d'alimenter le débat social et politique aux États-Unis.

Pour éviter de faire ici un historique fastidieux, et hors contexte, du Mouvement pour les droits civiques, et afin d'illustrer le tournant identitaire qui se produit à la fin des années 1960, nous insisterons simplement sur quelques points mis en avant par les activistes radicaux du *Black Power* de cette période. Ils permettent d'analyser la rupture qui se produit avec l'esprit qui a animé le Mouvement tout au long de la décennie. Les *leaders* du *Black Power* dénoncent ainsi toute idée d'intégration dans une société où l'égalité des droits est protégée par la Constitution et où le développement d'une égalité « dans les faits » s'appuie sur les programmes sociaux spécifiques adoptés en 1964-1965, en considérant ceux-ci comme insuffisants. Mais leur refus va plus loin puisqu'ils dénoncent également toute tentative d'intégration sur le modèle du creuset parce qu'un tel processus nierait la différence due à la couleur de la peau. Cette différence doit devenir, à leurs yeux, l'objet d'une valorisation particulière. Ils réclament ainsi une reconnaissance politique qui se double d'une recherche d'authenticité culturelle, tournée vers les racines de la « communauté noire » en Afrique, privilégiant l'intégrité d'une « culture noire » spécifique, conformément à une esthétique valorisée : *Black is beautiful.* Ils rejettent le cosmopolitisme « inventé » par les Blancs et notamment, à leurs yeux, par les Juifs américains[13]. Enfin, ils tirent comme conséquence de ces positions la nécessité de modifier leurs alliances politiques, en se tournant, à l'extérieur des États-Unis, vers les mouvements de libération nationale d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, « où des frères de couleur et de sang » luttent contre l'impérialisme occidental blanc incarné par les États-Unis. Il ne s'agit donc plus de l'aspiration à un front américain, égalitariste, progressiste, pacifique et antiraciste voulu dans les années 1960 par la Nouvelle Gauche et le Mouvement pour les droits civiques. Cette rupture dans la lutte politique, sociale et symbolique de la minorité noire anéantit toute visée universaliste. Et même si elle ne conduit pas ses promoteurs très loin politiquement, le Mouvement n'en est pas moins définitivement brisé[14]. Elle intervient au moment même où des préoccupations nouvelles, liées aux questions que chacun se pose sur son identité, apparaissent. La situation tourne au combat identitaire dans les années 1980, lorsque les minorités se trouvent confrontées à des politiques publiques, notamment sociales, inspirées par la « Révolution conservatrice ». Il s'agit en effet pour les Républicains au pouvoir de mettre en place un vaste programme de déconstruction

des mécanismes de solidarité — touchant les moins favorisés, donc essentiellement les membres des minorités — installés par les Démocrates dans les années 1960. Idéologiquement, il s'agit d'une contestation vigoureuse des effets de la « révolution » identitaire tels qu'ils ont commencé de se manifester concrètement dans les années 1970, à travers la politique éducative notamment.

La troisième reformulation de la question noire : la question identitaire comme question sociale

La politique sociale conservatrice menée pendant la période 1980-1992 par les Républicains — sous couvert d'une légitimation à la fois socio-économique et morale des inégalités sociales et culturelles — va provoquer un réveil de la question noire en forme de sursaut identitaire. Ce sursaut reprend pour partie les thèmes de la fin des années 1960 en les radicalisant sur fond d'échec constaté de la politique d'intégration et de discrimination positive.

Un constat d'échec partagé

Le constat d'échec doit se lire à un double niveau. Celui, d'abord, du refus de plus en plus affirmé de la majorité blanche américaine — les « classes moyennes » de la rhétorique politique — de payer de plus en plus cher un système de protection sociale profitable avant tout à une minorité en difficulté qui ne réussit pas, si on la considère dans sa totalité, à sortir de sa situation sociale[15]. Il s'agit du thème central de la « Révolution conservatrice », des années Reagan au début de la décennie 1980 aux années Gingrich de la décennie 1990 et au *Reform Bill* de l'été 1996, accepté par le président démocrate Clinton et voté en août par le Congrès républicain (Villeneuve, 1996). Celui, ensuite, du point de vue de la minorité noire elle-même, dont une partie se retrouve au cœur du système d'aide sociale, qui constate que la double logique intégratrice « aide sociale *plus* discrimination positive » laisse toujours une forte proportion de la population noire en marge de la société. Jusqu'en 1985, la Cour suprême, d'orientation libérale, prend régulièrement le contrepied des décisions de la majorité républicaine et du président Reagan concernant la réduction des budgets sociaux et des mesures en faveur des minorités, mais la nomination de nouveaux juges conservateurs fait basculer la majorité de la Cour en faveur de la « Révolution conservatrice », notamment dans les décisions concernant les manquements des entreprises en matière d'intégration des minorités et de discrimination raciale (Marable, 1996 : 198 sq.).

Les années récentes, depuis les émeutes noires de Los Angeles en 1992, à la suite de « l'affaire Rodney King », mais surtout depuis l'automne 1995, peuvent ainsi être considérées comme celles d'un renouveau de la question noire, alors que pendant deux décennies les revendications d'autres minorités — minorités ethniques immigrantes récentes, femmes, homosexuels — ont davantage occupé le devant de la scène publique américaine. La « nouvelle » question noire se pose en termes identitaires, conformément aux enseignements des années 1960, mais de manière radicalisée, surtout si on la considère avec un recul de trente ans pour s'interroger sur la condition noire de « l'ère post-droits civiques ». Si trente années de recul conduisent au retour de la question noire sur le devant de la scène d'une manière aussi radicale, on peut alors estimer que l'hypothèse de son irréductibilité posée plus haut est confirmée. Pour mieux comprendre le retour de cette question au cœur du débat politique et social américain contemporain, pour mieux en cerner les enjeux pour les années qui viennent et essayer d'en dégager quelques traits généraux, nous examinerons trois exemples qui représentent, à un moment précis de l'histoire récente des États-Unis, les signes tangibles d'une troisième redéfinition de la question noire dont nous défendons ici la thèse. Il s'agit des événements de l'automne 1995 aux États-Unis, soit un an avant les élections de 1996 qui ont vu la réélection de Bill Clinton à la présidence et le maintien de la ligne politique conservatrice grâce à une victoire des Républicains dans les deux chambres du Congrès.

Trois événements symboliques de la crise contemporaine du lien social américain

L'automne américain de 1995 a en effet été marqué par une série d'événements d'actualité qui revêtent, malgré le faible recul historique et le peu d'études socio-politiques dont on dispose aujourd'hui pour les analyser, une signification particulière. Celle-ci vient, à nos yeux, appuyer la thèse de l'irréductibilité de la question noire dans la définition du lien social américain contemporain. En effet, qu'il s'agisse du verdict du procès pénal de l'ex-footballeur et vedette de cinéma O. J. Simpson,

du succès de la *Million Man March* organisée en partie par le très controversé *minister* de la *Nation of Islam*, Louis Farrakhan, ou de l'épisode de la candidature potentielle de l'ancien chef d'état-major des armées américaines pendant la guerre du Golfe, le général Colin Powell, à la présidence des États-Unis, le débat public américain a été réinvesti par des interrogations sur la question « raciale » comme cela n'avait plus été le cas pendant vingt ans, même en 1992 lors des émeutes meurtrières de Los Angeles. Ces trois événements, rapprochés dans le temps, mettent l'accent sur ce qui apparaît à nouveau comme le principal problème politique et social du pays alors qu'il traverse une période de croissance économique et de regain de confiance : l'intégration de la minorité noire à la société américaine. Question qu'une majorité d'Américains, blancs comme noirs, croyait, ou voulait croire, résolue depuis les lois de déségrégation et d'aide sociale des années 1960 et l'institutionnalisation des revendications du Mouvement pour les droits civiques. On a déjà évoqué ici quelques-unes des raisons pour lesquelles la question noire s'est réveillée, on peut en signaler deux autres, plus conjoncturelles : d'abord l'accroissement des difficultés économiques pour les populations les plus défavorisées, au premier rang desquelles on trouve une large part de la minorité noire, et leurs conséquences sociales dans les années 1980 et 1990 : augmentation de la pauvreté de masse due à la « flexibilisation » du marché du travail, dégradation des centres-villes laissés à l'abandon, explosion des coûts d'entretien et de maintien du tissu urbain alors que les habitants solvables quittent les centres-villes et que les entreprises se délocalisent, montée de la délinquance et de la criminalité liées notamment au trafic de drogue ; ensuite la polarisation sociologique de plus en plus affirmée des deux grands partis qui ont subi et intégré chacun à leur manière l'influence de l'*identity politics* depuis les années 1970. Le Parti démocrate en se délitant par rapport à son électorat traditionnel et à son programme libéral classique sous l'effet conjugué d'une radicalisation de son aile gauche multiculturaliste et d'une perte d'électeurs traditionnels (« classe moyenne » attirée par les thèmes antifiscalistes de la droite et travailleurs industriels déclassés). Le Parti républicain en connaissant une dérive idéologique de sa base élue et militante puis électorale vers sa droite, notamment dans l'Ouest et le Sud, une droite de plus en plus représentée et animée par les groupes chrétiens fondamentalistes, par le mouvement *pro life* et plus généralement par une volonté farouche de revenir sur les « droits indûment acquis » par les minorités dans les années 1960, qu'il s'agisse des droits civiques, de la discrimination positive ou des programmes sociaux de la *Great Society* de Johnson.

Les trois événements précités prennent place fin 1995 dans un contexte politique dégradé ; les citoyens américains ne font plus confiance à leurs élus nationaux pour améliorer la vie sociale et leur demandent de « libérer la société de l'emprise du gouvernement fédéral (Administration et Congrès) », symbole à leurs yeux de toutes les corruptions et de toutes les incapacités. Cette tendance a pris une forme électorale particulièrement aiguë à travers la victoire législative sans précédent remportée par le parti républicain lors des élections de 1994 sur la base d'un « nouveau contrat pour l'Amérique » qui est ni plus ni moins une nouvelle « Révolution conservatrice » dont beaucoup de commentateurs et d'hommes politiques disent qu'elle va plus loin que celle annoncée

dans les années 1980 par Ronald Reagan[16]. Au-delà des péripéties de l'actualité et du flot d'analyses suscité par cette nouvelle révolution conservatrice, il s'agit d'un enjeu majeur pour tous les Américains. Les Noirs éprouvent d'ailleurs la même déception que l'ensemble des citoyens américains, mais celle-ci est rendue plus amère encore, lorsqu'ils constatent que malgré les conquêtes des années 1960 et le rattrapage en termes d'égalité politique, économique et sociale dont ils ont été les bénéficiaires, ils n'en n'ont pas moins été les plus atteints par la crise économique de la décennie passée et qu'ils voient dans l'attitude de repli moral de la majorité blanche une nouvelle preuve du racisme dont ils ont toujours fait l'objet, au moment même où contrairement à la majorité des Américains ils ont aujourd'hui encore davantage besoin de l'aide sociale publique, celle que la majorité blanche souhaite justement voir réduire. Pour comprendre l'enjeu de ce retour de la question noire au premier plan des préoccupations politiques américaines, il faut partir des trois événements évoqués plus haut en en indiquant les grandes lignes et les principaux enseignements.

« Justice de race » ou « justice de classe » ? Les enseignements de l'affaire O. J. Simpson

L'annonce de l'acquittement du footballeur O. J. Simpson, le 3 octobre 1995, par la Cour supérieure du comté de Los Angeles, Californie, à la suite du procès pénal [17], a été un événement de première importance dans l'actualité américaine. Mais au-delà de l'événement médiatique, cet acquittement revêt une signification particulière quant aux relations entre Noirs et Blancs dans la société américaine contemporaine [18]. L'acquittement de Simpson par la Cour a provoqué une explosion de joie chez la grande majorité des Noirs et beaucoup de scepticisme, voire de colère, chez la plupart des Blancs, en même temps qu'un soulagement non dissimulé de la part des autorités policières des grandes villes à forte densité de population noire qui s'attendaient au pire en cas de condamnation. Il importe peu ici de savoir si oui ou non Simpson a tué sa femme et l'amant de celle-ci ; ce qu'il est intéressant d'observer, ce sont les réactions qui ont majoritairement porté sur le caractère « racial » de la décision.

En schématisant, on peut dire que cette décision a été ressentie par les Noirs comme une conquête, ce verdict portant la marque d'un changement d'attitude de la justice américaine, et de la discrimination raciale qui la caractériserait à leurs yeux ; et qu'elle a été vécue par les Blancs comme un déni de justice au nom de la paix raciale, tant la force de l'évidence semblait accuser Simpson. Il s'est donc agi pour la grande majorité des Américains d'une décision ressortissant d'une « justice de race ». Pourtant, comme l'ont relevé de nombreux observateurs américains, il s'agit davantage d'une décision parfaitement exemplaire de ce l'on pourrait appeler une « justice de classe ». C'est en effet plutôt le statut social et médiatique de Simpson qui semble avoir pesé sur la décision que le fait qu'il soit noir. Tout autre Noir, moins célèbre et moins fortuné, n'aurait pas eu droit à tant d'honneurs médiatiques, ni bien sûr à la meilleure défense des États-Unis, et aurait eu, sur les preuves apportées par l'accusation, à subir un verdict moins clément, y compris et peut-être même *a fortiori* de la part d'un jury majoritairement noir. Ainsi le verdict en dit-il plus long sur les relations complexes entre race et classe sociale dans la société américaine contemporaine que sur l'évolution possible de la justice pénale américaine dans un sens ou dans un autre.

Pour dépasser ces constatations élémentaires, il convient de s'arrêter un instant sur un phénomène central de la société américaine qui permet de mieux comprendre la relation établie entre race et classe dans les polémiques entre Noirs et Blancs. L'idée d'intégration est centrale dans la vie des Noirs américains qui réussissent depuis la période de déségrégation des années 1960 — médias, sport, cinéma, musique, politique, affaires, université… — mais elle est surtout le signe d'un espoir, d'un futur toujours possible pour tous les autres, la grande majorité, qui restent en marge du « rêve américain », en marge de la classe moyenne et bien loin de la frange supérieure de la société américaine à laquelle appartient Simpson. L'opinion noire soutient majoritairement, à chaque grande occasion qui se présente dans le débat public, ceux de ses membres qui ont réussi, ses principaux *role models*, bien souvent quelles que soient les conséquences de ce soutien et quels que soient les critères de la réussite [19]. Ainsi, la couleur de la peau, si elle reste un élément nécessaire pour obtenir ce soutien, n'est pas un facteur suffisant ; il faut également qu'entre en jeu le critère de la réussite, de l'intégration sociale ou du vedettariat médiatique. Ce type de soutien a joué de manière particulièrement intéressante dans le cas du juge Clarence Thomas. Il s'agit d'un juge républicain conservateur nommé par George Bush à la Cour suprême et favorable, en tant que tel, à une politique, notamment sociale, qui va souvent à l'encontre des intérêts mêmes de la communauté noire dont il est issu. Au moment de la confirmation de sa nomination à la Cour suprême par le Sénat en 1991, il a été mis en cause par une de ses anciennes collaboratrices, noire et bien intégrée à la société fédérale elle aussi, Anita Hill, pour harcèlement sexuel. L'affaire est rapidement devenue publique et une grande majorité de la population noire, abondamment sondée à l'époque, a déclaré son soutien à C. Thomas contre A. Hill, celle-ci étant soupçonnée de vouloir « diviser la communauté » et « jouer contre son camp », bref, d'aller à l'encontre des intérêts de sa « race ». Le soutien massif apporté par les Noirs au juge Thomas s'explique de manière satisfaisante par le fait qu'il était dans cette affaire « le Noir le mieux placé socialement », quels qu'aient été ses actes et ses idées en tant que juge. Il représentait simplement l'accès d'un membre de la communauté noire à un des postes les plus

prestigieux des États-Unis. C'est donc à lui qu'il fallait faire confiance davantage qu'à une femme qui porte atteinte à l'honneur et à l'image d'un homme respectable et reconnu officiellement par les Blancs comme tel[20].

Aussi, en employant l'expression « justice de classe » plutôt que celle de « justice de race » pour qualifier le verdict du procès Simpson, ne cherche-t-on pas à rétablir une vision « classiste » simplificatrice voire erronée de la société américaine contemporaine, mais plutôt à mettre l'accent sur l'illusion dont sont victimes dans une large mesure les Noirs qui ont crié victoire à l'annonce du verdict d'acquittement de Simpson, en pensant que désormais « rien ne serait plus comme avant », et celle dont sont victimes, symétriquement, les Blancs qui ont manifesté de la colère en se disant que la justice était à son tour embarquée dans les méandres démagogiques de la politique identitaire au nom de la paix sociale. Illusions, tant il paraît évident qu'aux États-Unis aujourd'hui, on ne juge pas de la même façon d'un côté un héros sportif et médiatique, noir ou blanc, c'est-à-dire un homme qui représente le rêve américain de la réussite individuelle, un homme qui est susceptible de rapporter des millions de dollars, et de l'autre un adolescent noir du ghetto qui n'intéresse personne. Il y a donc illusion des deux côtés sur le caractère racial de la justice dans le sens d'une discrimination positive en faveur des Noirs. La question identitaire recoupe, voire amplifie, la question sociale.

On peut enfin percevoir, à travers cet événement médiatique, la lumière crue jetée sur la réalité du problème noir américain dont on comprend que les données ne correspondent plus à l'idéal démocratique et égalitaire d'intégration volontariste mis en place par les lois de 1964 et 1965, dont les failles évidentes en termes identitaires, comme on l'a vu, avaient été mises au jour dès la fin des années 1960 mais étaient restées relativement ténues depuis, grâce à un système d'aide sociale relativement protecteur. Parler comme on l'a fait, à la suite de nombreux auteurs, de « justice de classe » ne signifie donc pas que la question noire renvoie simplement à l'économie et à l'organisation du système de redistribution et d'assistance sociales. Il s'agit plutôt de dire que le modèle d'intégration américain classique, soutenu historiquement par la thèse « libérale nationale » et redessiné dans les années 1960 afin d'être plus attentif aux revendications minoritaires — et qui passe, en priorité mais pas seulement, par le marché — ne fonctionne plus aujourd'hui pour la majorité des Noirs que comme le reflet d'une illusion.

La crise du leadership noir américain

L'illusion semble encore renforcée lorsque l'on observe ce qui s'est passé lors de la *Million Man March*[21]. On a pu remarquer lors de cette manifestation, et dans les jours qui l'ont suivie, l'enthousiasme suscité par l'événement dans la population noire et le scepticisme provoqué chez la majorité blanche. Un enthousiasme que ni les manipulations médiatiques de Farrakhan, qui s'est imposé à cette occasion comme un nouveau porte-parole incontournable de la communauté noire (stratégiquement, il s'agissait d'un de ses principaux objectifs), ni l'exclusion revendiquée et proclamée des femmes de cette manifestation ne sont venues troubler. Cette mise à l'écart des femmes a été relevée par beaucoup de commentateurs et critiquée par de nombreuses féministes mais elle n'a pas provoqué le tollé auquel on pouvait s'attendre dans un contexte politique marqué par ailleurs par une attention particulière portée aux différences entre hommes et femmes. Cette exclusion des femmes de la Marche tend à confirmer d'abord que l'alliance des revendications identitaires des minorités envisagée un moment comme une politique alternative pour la gauche américaine au libéralisme traditionnel du Parti démocrate est une chimère politique ; il suffit d'ailleurs de se rappeler l'échec électoral des tentatives de Jesse Jackson et de sa *Rainbow Coalition* regroupant les minorités ethniques et sexuelles favorables à *l'identity politics* en 1984 et 1988[22]. Ce qui semble confirmer également que la grande majorité des femmes noires privilégient la couleur de leur peau par rapport à leur appartenance de genre dans l'idée qu'elles se font de leur propre identité et dans la perception qu'elles ont de ce qui est important pour elles. Ce qui peut confirmer enfin, de manière plus générale, que la générosité et l'espoir sincères qui ont animé les participants de la manifestation de Washington en octobre 1995 sont manipulés par ceux qui prétendent aujourd'hui représenter les intérêts des Noirs dans les importants combats politiques qui s'engagent face à la majorité conservatrice ; ces « porte-parole » inscrivant leur discours et leur pratique politique dans une perspective identitaire différenciée, fondée sur l'exclusion affichée — des femmes et des Blancs —, là encore à la différence de ce qui s'est passé en 1963.

S'il y a bien, aujourd'hui, un retour de la question noire au premier plan du débat politique et social américain, on ne peut en revanche valider l'idée qu'il s'agit d'une renaissance du Mouvement des années 1960. Les conditions ont changé : les Noirs sont légalement intégrés, la stratification sociale de la population noire n'est

plus la même, les desseins des dirigeants noirs actuels sont davantage orientés vers une politique d'identité que d'intégration, puisque à leurs yeux celle-ci a définitivement échoué. Bref, la « révolution » identitaire a bien eu lieu. Ce qui peut être en partie validé, comme on l'a vu, c'est surtout que la logique identitaire noire, si elle existe, doit composer avec toutes celles auxquelles elle a servi d'exemple depuis trente ans, ce qui modifie les conditions de jeu sur le plan politique. Le Mouvement pour les droits civiques n'est plus jouable, l'alliance de minorités aux intérêts divergents face à une majorité moins bien disposée rendant les choses plus difficiles que par le passé.

Le dernier événement de la série que nous évoquons a sa place dans le domaine politique *stricto sensu*. Il s'agit de la candidature espérée et finalement avortée du général Colin Powell à la nomination républicaine pour l'élection présidentielle de l'automne 1996. La montée en puissance de « l'hypothèse Powell » s'est faite au long de l'année 1995, prenant une nouvelle dimension avec la parution de son autobiographie au début de l'automne (Powell, 1995). L'hypothèse de la candidature de Powell a enflammé les esprits de la classe politique d'abord, puis progressivement d'une grande partie de la société américaine. Il ne s'agissait de rien moins que de trouver un homme politique susceptible de sortir la société américaine de sa perplexité politique, voire de rompre avec le climat d'hostilité envers l'establishment politique qui règne dans l'ensemble des États-Unis depuis plusieurs années. Avec, de surcroît, la perspective d'envoyer, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, un Noir à la Maison Blanche, seul scénario « par le haut » susceptible, *a priori*, de calmer de manière sereine, l'antagonisme racial américain et, accessoirement, d'amener vers le Parti républicain une bonne partie de la minorité noire. Chacun attendait donc la décision de Powell pour prendre position dans la campagne, notamment parmi les nombreux candidats républicains déclarés ou potentiels. Cette décision, annoncée le 9 novembre 1995, de ne pas participer à la course présidentielle a donc été accueillie avec soulagement par les professionnels de la politique, pour qui la tâche aurait été compliquée, et avec déception par la majorité de l'opinion américaine, notamment par les Noirs ; même si beaucoup d'Américains étaient conscients du fait que la candidature de Powell aurait sans doute posé autant de questions qu'elle était supposée en résoudre[23].

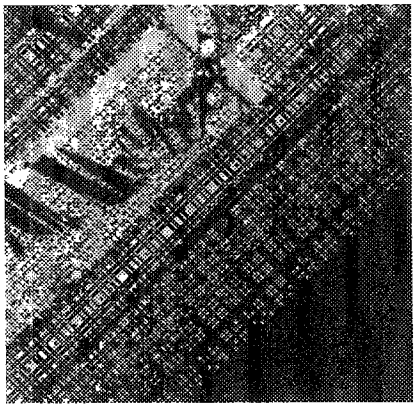
Trois réponses politiques à la question du lien social américain contemporain

On voit se dessiner, en filigrane de ces événements en forme de témoignages sur une nouvelle reformulation de la question noire américaine, trois réponses politiques à la crise contemporaine du lien social américain compris tant sous son aspect identitaire que sous son aspect social. La première réponse avancée aujourd'hui, par son influence dans la société américaine autant que par la force de sa combativité, face au problème politique posé par les difficultés d'intégration des Noirs américains, est incontestablement celle des conservateurs. C'est celle qui sous-tend désormais le discours dominant dans le Parti républicain et qui a de bonnes chances d'influencer profondément la politique sociale qui va être menée dans les années qui viennent, quelle que soit l'appartenance politique du président en poste à la Maison Blanche. Elle consiste, comme on l'a dit, en une diminution des mesures égalitaristes volontaristes mises en place dans les années 1960, au nom de leur coût et de leur échec (un coût qui grève lourdement les finances publiques pour un résultat décevant puisque pauvreté et délinquance augmentent selon l'analyse conservatrice[24]). Cette politique de remise en cause des mesures de la décennie démocrate, outre sa justification budgétaire, repose sur des présupposés à caractère « racial » qui apparaissent nettement dans les livres récents publiés sur le sujet par des penseurs conservateurs écoutés (Herrstein-Murray, 1994 ; D'Souza, 1995)[25]. Dans l'un, le propos, qui a provoqué un débat intense au moment de la parution de l'ouvrage, est de montrer, tests psychométriques à l'appui, que le Q. I. des enfants noirs, et donc des Noirs en général, est moins élevé que celui des Blancs et que pour cette raison, il y a une inégalité fondamentale que la situation économique ne fait que mettre en évidence. Dans l'autre, il est question de la faiblesse structurelle « objective » de la culture noire américaine par rapport à la culture blanche dominante et du fait que les Noirs sont responsables de leur condition : en fait le racisme dont ils accusent les Blancs leur servirait de prétexte pour se dédouaner de leurs responsabilités et de leur infériorité culturelle. D'où la nécessité pour les Noirs d'adopter valeurs et culture blanches, notamment dans

l'éducation, plutôt que d'en appeler à la différenciation et à la valorisation d'une culture noire spécifique, pour se sortir du « mauvais pas social » dans lequel ils sont tombés depuis leur émancipation ; tout cela ne serait finalement qu'affaire de volonté et de responsabilité, de *self-help*. Si l'on passe sur l'entreprise idéologique qui sous-tend le propos général de ces auteurs, on s'aperçoit que les idées qu'ils défendent sont de l'ordre du lieu commun dans la société américaine contemporaine, en fait qu'elles n'apparaissent pas comme étant particulièrement racistes. Elles sont tenues pour de simples constats de la « science sociale ». L'existence d'un « vrai » racisme n'est d'ailleurs pas niée par ces auteurs, mais c'est un phénomène qui est considéré comme étant l'apanage de sudistes nostalgiques, héritiers du *Ku Klux Klan*, ou de groupes extrémistes limités et bien sûr des Noirs eux-mêmes. Ce type d'argumentation contribue davantage à la radicalisation qu'à l'apaisement des débats identitaires dans la société américaine contemporaine. La radicalisation a déjà été portée très loin par les extrémistes des deux camps à travers la promotion de l'idée d'une coupure définitive entre deux « nations » qui n'auraient plus rien en commun, si ce n'est la question des modalités pratiques de leur cohabitation pacifique (Hacker, 1992 ; Oliver-Shapiro, 1995). La deuxième réponse à la crise du lien social que l'on peut percevoir à travers le débat sur la « question noire » n'est ni plus sérieuse ni plus rassurante que la proposition conservatrice. Il s'agit de la proposition dominante dans la gauche radicale américaine, fondée sur l'exaltation des différences et sur la nécessité de leur renforcement par des politiques « adaptées », notamment au travers de l'attribution de droits propres aux différents groupes minoritaires. Dans cette perspective, chaque entité « culturelle » — de caractère ethnique notamment — reconnue comme suffisamment homogène mérite une politique particulière et des droits spécifiques, la minorité noire servant de modèle à ce type de revendications. La grande différence entre cette proposition — illustrée notamment par la plupart des discours prononcés lors de la *Million Man March* — et la proposition conservatrice, c'est que l'une est minoritaire (elle est à la fois le fait de minorités et politiquement située dans un segment étroit de l'électorat américain : la gauche radicale) et que l'autre, la réponse conservatrice, est en passe de devenir la base d'un nouveau contrat social américain ; celle-ci est donc politiquement plus significative que celle-là. Sur le fond, les deux propositions sont néanmoins convergentes, puisqu'elles conduisent potentiellement à une société séparée. Face à ces deux bolides idéologiques lancés l'un contre l'autre, l'idée d'une mise à plat politique raisonnable de la question — la troisième réponse — est désormais rarement abordée, y compris dans les différentes disciplines des sciences sociales qui s'y intéressent. Politiquement, les modérés de droite et de gauche ont du mal à faire entendre leurs voix et ne semblent pas avoir d'idées neuves en la matière, se contentant bien souvent de défendre le système existant ou de prôner un impossible retour aux valeurs universalistes intégratrices du début des années 1960.

***

Pendant longtemps, et malgré de nombreuses difficultés, la « question noire américaine » a paru pouvoir être traitée, tant par les responsables politiques américains que par de nombreux chercheurs, comme un problème politique et social parmi d'autres dans le cadre du modèle libéral



national américain classique, c'est-à-dire que l'on pensait pouvoir y répondre à la fois par les mécanismes du pluralisme des intérêts, la loi du marché et le développement de programmes sociaux spécialisés. Ce ne semble plus être le cas aujourd'hui, tant cette question apparaît désormais, aux yeux de la grande majorité des Américains, qu'ils soient blancs ou noirs, comme le vice original de ce modèle, en tant que résultat d'une histoire spécifique marquée successivement par l'esclavage, la ségrégation raciale et la misère urbaine de masse.

La manière nouvelle, inédite à bien des titres, dont sont imbriquées aujourd'hui question identitaire et question sociale aux États-Unis — comme le démontre mieux que tout autre le cas de la minorité noire — donne à penser que la solution ne se trouve pas dans la panoplie des remèdes classiques appliqués par le passé aux crises du lien social qui ont émaillé l'histoire américaine. La tentation triomphaliste qui a suivi la chute du communisme tout comme le regain de prospérité et de puissance actuel place la société américaine devant ce qui paraît être sa nouvelle « frontière » : l'invention d'un nouveau lien social. Il s'agit d'un défi qui passe avant tout par la résolution du « dilemme américain »

décrit en 1944 par Gunnar Myrdal : l'opposition entre la confiance dans une société libre, ouverte à tous et intégratrice, et une réalité sociale toujours plus dure pour certains, et avant tout pour la minorité noire.

Laurent Bouvet
École des hautes études en sciences sociales (Paris)

Notes

1 J'utiliserai dans ce texte l'expression les « Noirs américains » de manière neutre, sans entrer dans les discussions sur l'appellation qui serait « conforme », aujourd'hui, vis-à-vis de la minorité noire : Afro-Américains, Africains-Américains...

2 Nathan Glazer rend bien compte du statut exceptionnel de la question noire dans son dernier ouvrage (Glazer, 1997 : 147-149) lorsqu'il écrit : « Le multiculturalisme est le prix que l'Amérique paie pour son incapacité ou son manque de volonté d'intégrer dans la société les Africains-Américains de la même manière et au même degré qu'elle a incorporé tant de groupes [...] le rôle des Africains-Américains dans le multiculturalisme est différent de celui des femmes, des homosexuels ou des lesbiennes, des immigrants récents, hispaniques ou asiatiques, ou encore des Amérindiens [...] « Le dilemme américain » continue de renvoyer à une seule chose [...] les deux nations pour notre Amérique sont la noire et la blanche, et alors que les Hispaniques et les Asiatiques sont de moins en moins différents des Blancs du point de vue de leur lieu de résidence, de leur revenu, de leur emploi et de leurs attitudes politiques, les deux nations deviennent la noire et les autres ».

3 Les Noirs sont arrivés aux États-Unis entre le début du XVIIe et le début du XIXe siècle. L'abolition officielle de la traite des Noirs date de 1808. Par la suite, la population noire américaine s'est accrue essentiellement de manière démographique, l'immigration noire des XIXe et XXe siècles étant principalement d'origine caraïbe.

4 Les migrations noires ont commencé dès le début du XXe siècle, mais en 1940, 77 pour cent des Noirs vivaient toujours dans le Sud. Dans les années 1950, le sixième de la population noire du Sud a émigré vers le Nord, surtout vers les grandes villes industrielles : Chicago, Détroit, Philadelphie et New York. La tendance s'est ensuite progressivement ralentie pour s'inverser à partir des années 1970, avec des migrations positives vers le Sud : entre 1975 et 1980, le solde positif en faveur du Sud a été de 200 000 Noirs environ, pour 100 000 de 1980 à 1985 (Bullard, 1991 : 44).

5 La Cour Suprême a rendu quelques arrêts à propos de la ségrégation entre la fin de la guerre et cet arrêt de 1954 (par exemple *Smith vs. Allright*, en 1944, à propos des primaires démocrates fermées aux Noirs dans le Sud, ou encore *Sweatt vs. Painter*, en 1947, à propos de l'admission d'un étudiant noir à l'université du Texas), mais sans jamais remettre en cause le principe même de celle-ci — le fameux « *separate but equal* » établi par un autre arrêt de la Cour Suprême, *Plessy vs. Ferguson* en 1896 —, même si, au cas par cas, comme pour Sweatt en 1947, la réintégration individuelle a été accordée. La décision de 1954 va changer considérablement la priorité dans les modes d'action des activistes noirs ; on va en effet passer des cours de justice à la rue, des plaidoieries aux marches et aux manifestations, voire à la violence. Ce n'est pas le lieu ici de faire l'histoire de ce changement dans les modes d'action dominants des Noirs américains, mais il y a une corrélation incontestable entre la forme de l'action et le contenu des revendications, entre la volonté de s'intégrer à la société américaine en la modifiant à la marge par des actions en justice et la revendication d'une différence valorisée et lancée comme un défi à la société blanche, à travers des actions plus ou moins violentes, même si ce n'est qu'un changement dans l'ordre des modes d'action prioritaires, puisqu'il y avait déjà dans les années 1950 des formes d'action collectives : on peut citer le boycott des bus de Montgomery (Alabama) pendant un an suite à un incident qui a conduit à la déségrégation des bus de la ville en 1955, action menée sous la direction d'un *leader* noir appelé à devenir célèbre : Martin Luther King, Jr. Pour une analyse juridique de la revendication de droits civiques conformément à la défense des principes constitutionnels américains, voir Lamb, 1981.

6 Concrètement, les *leaders* noirs participant à la gestion des organismes créés à partir des lois de 1964-1965 vont rapidement utiliser leur notoriété et leur implication locale pour faire acte de candidature à des fonctions électives. Les premiers maires noirs de grandes villes sont ainsi élus à partir de l'automne 1967 à Cleveland dans l'Ohio (Carl B. Stokes) et à Gary dans l'Indiana (Richard G. Hatcher). De même le premier Noir à accéder à la Cour suprême est-il désigné en octobre 1967 (il s'agit de Thurgood Marshall, qui fut pendant trente ans avocat de la NAACP). La constitution d'une élite politique et sociale noire de haut niveau va d'ailleurs être rapide puisque, note Martin Kilson, en 1974, elle comptait déjà 12 membres de la Chambre des Représentants, 168 membres des assemblées législatives d'États, 48 maires, 114 juges de différents niveaux : au total, près de 1500 personnes élues ou nommées à des fonctions officielles (Kilson, 1974 : 86 sq.). Aujourd'hui (chiffres de 1992), la minorité noire compte environ 7000 élus, soit 1,5 pour cent des fonctions électives américaines pour environ 12 pour cent de la population totale.

7 Nous soulignons. DuBois a notamment été le fondateur, en 1909, de la *National Association for the Advancement of Colored People* (association nationale pour la promotion des gens de couleur). Il s'agit de la première association d'ampleur fédérale créée aux États-Unis dans le but de se battre légalement, devant la justice, pour l'égalité « raciale ». DuBois est le premier auteur noir a avoir écrit de manière extensive sur la culture politique américaine et à avoir souligné que « le problème du XXe siècle est celui de la couleur ». Il est souvent cité comme le père spirituel de la plupart des intellectuels noirs contemporains ; il est la référence de personnalités telles que Henry Louis Gates Jr. ou Cornel West (notamment).

8 Cette déception du « Mississippi Summer » a eu un grand retentissement sur les jeunes participants du SNCC, et plus généralement sur de nombreux jeunes militants américains de gauche (Sale, 1973). Elle a conduit une partie d'entre eux à radicaliser leurs positions et leurs actions revendicatives, nourrissant ainsi le radicalisme noir naissant face à l'insuffisance de la reconnaissance procurée par les droits légaux acquis au cours de la décennie. Le SNCC, sous la direction de Stokely Carmichael, prend le virage du « Black Power » à la fin des années 1960, en excluant les Blancs et en inscrivant dans son programme la revendication différentialiste (Bacciocco, 1974).

9 Dérive symbolisée à l'extérieur du pays par l'intensification de la guerre du Vietnam et à l'intérieur par la répression violente des émeutes raciales. Le Président Johnson installe en juillet 1967, à la suite des émeutes violentes de Newark et Détroit, une commission spéciale, la *National Advisory Commission on Civil Disorders*, présidée

par le gouverneur de l'Illinois de l'époque : Otto Kerner. La « Commission Kerner » rend ses premières conclusions en mars 1968 : les violences et les émeutes noires qui ont touché de nombreuses villes viennent de l'exacerbation des problèmes sociaux, causés principalement par le « racisme blanc ». La rupture possible entre deux sociétés, une noire et une blanche séparées et inégales à l'intérieur de la nation américaine, est évoquée. « La société blanche a une profonde responsabilité dans le ghetto. Les institutions blanches l'ont créé, le maintiennent et la société blanche l'approuve [...] Le racisme blanc a formé un mélange explosif qui s'est accumulé dans nos villes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. » Extrait du rapport 1968 de la *National Advisory Commission*, p. 5, traduction dans Haghighat, 1994 : 121-122 ; voir également Harris (1988 : 5-15).

[10] On notera que le poids du débat identitaire sur la gauche américaine et sur la redéfinition de son projet — le *Welfare Liberalism* depuis le *New Deal* — est sans doute un des principaux facteurs qui expliquent son échec à conquérir la présidence des États-Unis à partir de 1968, puisqu'en près de trente ans, seuls Jimmy Carter en 1976 et Bill Clinton depuis 1992 ont pu porter le Parti démocrate à la Maison Blanche, alors que la force idéologique du projet républicain a trouvé son débouché naturel dans la conquête du pouvoir présidentiel à cinq reprises depuis 1968, notamment avec Ronald Reagan et George Bush dans les années 1980.

[11] Malcom X, d'abord successeur désigné de Elijah Muhammad, *leader* de la *Nation of Islam* pendant les années 1960 — avec laquelle il rompt en mars 1964 —, est devenu le symbole du radicalisme noir, en critiquant notamment la tactique non violente du Mouvement pour les droits civiques. Il a été assassiné en février 1965.

[12] Le climat délétère de la conférence va également encourager les féministes, organisées depuis peu au sein de la Nouvelle Gauche, à réclamer la majorité des mandats de l'assemblée de la Conférence au nom de l'oppression spécifique subie historiquement par les femmes et du fait que celles-ci représentent la majorité de la population américaine. Leur demande n'est même pas examinée par les délégués noirs et étudiants masculins de la Conférence, ce qui a pour effet de provoquer la sortie des féministes du mouvement et leur constitution en différents groupes autonomes qui vont s'avérer très actifs dans les années qui suivent. Sara Evans voit d'ailleurs dans ce schisme entre la « nouvelle gauche » finissante et le mouvement féministe naissant le point de départ d'un mouvement de libération des femmes radicalisé et autonome qui va de plus en plus calquer sa stratégie sur celle du *Black Power* et « particulariser » ses prétentions, conformément à la nouvelle logique identitaire (Evans, 1979).

[13] Beaucoup de jeunes activistes noirs se convertissent à l'Islam à l'époque, essentiellement pour des raisons de solidarité et d'exemplarité de la lutte des peuples du Tiers Monde (notamment les Palestiniens) et par rejet du christianisme largement majoritaire chez les Noirs, mais qui leur apparaît comme un « instrument de domination » entre les mains des Blancs.

[14] Dans les années 1970, nombre de désillusions sur la possibilité d'un horizon mondial d'inscription de la lutte des Noirs américains se font jour. Le repli sur la société américaine et les questions « intérieures » est rapide, les *Black Power* et les « Panthères noires » disparaissant peu à peu de la scène politique. Les mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde auxquels s'identifiaient les Noirs radicaux révèlent souvent un visage totalitaire une fois arrivés au pouvoir, à l'exemple de nombreux régimes africains « progressistes », de Cuba, des Khmers rouges ou de la révolution iranienne.

[15] L'enquête de population de 1992 donne une répartition tripartite à peu près équilibrée de la population noire américaine — qui représente 11,8 pour cent de la population américaine, soit un peu moins de 32 millions de personnes —, en insistant sur le processus de diversification qu'elle a subi depuis une vingtaine d'années : environ un tiers des familles noires peuvent être comptées dans la classe moyenne selon des standards équivalents à ceux de la classe moyenne blanche ; un autre tiers de la population noire, portion en déclin car aspirée à la fois vers le haut et vers le bas, comprend un ensemble de travailleurs et leurs familles qui se situent au-dessus du seuil de pauvreté mais sans avoir la possibilité de vivre avec aisance ; enfin, le troisième tiers, en forte croissance, est celui des Noirs, chômeurs, exclus, qui vivent essentiellement de l'aide publique et de la charité privée.

[16] Il s'agissait d'un programme de réformes devant conduire les États-Unis vers une société qui pourrait ressembler institutionnellement et moralement à ce qu'elle était avant la décennie démocrate des années 1960, tenue pour responsable des maux contemporains de la société américaine (déficits publics, violence urbaine, misère visible, « délitement moral », faillite du système d'éducation). Le meilleur document pour apprécier l'évolution du parti républicain contemporain reste le « Contract with America », publié par la House Republican Conference à Washington en 1994. Ce contrat, largement inspiré par Newt Gingrich, était un programme politique très strict à l'usage de l'ensemble des candidats aux élections de l'automne 1994, ce qui représentait une nouveauté dans la manière même de mener les campagnes législatives aux États-Unis.

[17] O. J. Simpson a été condamné depuis, en janvier 1997, au civil, à verser de lourdes indemnités aux parents des deux victimes.

[18] Sans revenir sur les détails de cet épisode judiciaire qui a passionné les Américains pendant plus d'un an, conduisant même certaines chaînes télévisées à retransmettre en direct les débats de l'audience pendant des heures, il convient néanmoins de rappeler quelques points de repère. O. J. Simpson a été, dans les années 1970, l'un des plus grands joueurs de football américains de sa génération, admiré autant pour ses exploits sportifs que pour s'être imposé comme un Noir éminent à l'Amérique blanche et comme *role model* à sa communauté. Il a été arrêté en 1994, après une mémorable poursuite automobile (par la police de Los Angeles) transmise à la télévision, et écroué sous l'inculpation du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci (Nicole Brown Simpson et Ronald Goldman). Son procès a vu les meilleurs avocats du pays, réunis en une sorte de *dream team* du barreau américain regroupant les avocats les mieux payés et reconnus par tous comme les plus compétents dans leurs domaines, affronter l'équipe du bureau du procureur du comté de Los Angeles animée par Marcia Clark, autour des preuves physiques laissées ou non par Simpson sur les lieux du crime, du rôle de la police de Los Angeles (dont un officier, Mark Furhman, a utilisé de fausses preuves pendant l'enquête) et plus généralement de la personnalité de Simpson, qui avait déjà eu quelques démêlés avec la police pour violence conjugale. À l'unanimité, le jury, composé de neuf Noirs et de deux Blancs, a reconnu Simpson non coupable, étant donné le manque d'évidence des preuves apportées par l'accusation et le rôle trouble du policier Furhman.

[19] Les cas récents du soutien apporté par la majorité des Noirs américains au boxeur Mike Tyson, condamné pour viol, ou encore au maire de Washington, Marion Barry, condamné pour usage de drogue et détournement de mineure, procèdent de la même logique de soutien communautaire aux membres éminents de la communauté que celle qui s'est appliquée dans le cas de Simpson. Ce qui compte avant tout dans ces cas, ce n'est pas tant le fond des affaires jugées que le soutien de la communauté noire à un de ses membres qui a réussi sa vie contre les tentatives de la société blanche pour lui faire payer cette intégration. Ce type de soutien est caractéristique de la primauté du critère identitaire « racial » mis en avant par la majorité des Noirs américains et par les défenseurs de l'*identity politics* dans le débat social depuis les années 1960.

[20] Cette affaire est également symptomatique du problème qui peut exister pour les

femmes noires américaines à développer leur propre féminisme, toute tentative dans ce sens étant ressentie comme une attaque contre les intérêts de la communauté noire (Zook, 1995).

21 Cette « marche pour la dignité et la prise de conscience de l'homme noir » a été organisée par Louis Farrakhan, le chef de la *Nation of Islam*, et par les églises chrétiennes noires. Cette manifestation, qui s'est déroulée le 16 octobre 1995 à Washington, a connu un véritable succès puisqu'elle a rassemblé environ quatre cent mille participants, essentiellement des « hommes noirs », venus de tout le pays pour témoigner de leur volonté de voir les choses changer en matière raciale aux États-Unis. Elle se voulait la répétition de la célèbre marche sur Washington organisée par le Mouvement pour les droits civiques derrière Martin Luther King le 28 août 1963, à l'occasion de laquelle il avait prononcé son célèbre discours : « Je fais le rêve que mes quatre jeunes enfants puissent un jour vivre dans une nation où ils ne seront pas jugés en fonction de la couleur de leur peau mais sur le contenu de leur caractère ». Le symbole est de poids puisqu'un des thèmes principaux des discours durant cette marche était de constater que rien n'avait fondamentalement changé dans la société américaine en termes de discrimination raciale. Il est important également de noter que ce sont les églises qui ont assuré le succès matériel de ce rassemblement, démontrant ainsi que les seules institutions solides qui structurent aujourd'hui la communauté noire américaine sont de caractère religieux.

22 Outre l'incompatibilité flagrante de nombreux intérêts des participants de ces coalitions, les tentatives de coalition avec d'autres minorités de la part de certains leaders noirs comme Jesse Jackson ont en grande partie échoué à cause de l'erreur stratégique qu'elles représentaient par rapport aux aspirations de la plus grande partie de la population noire elle-même. Ainsi, comme le résume bien Glenn Loury : « La dépendance politique de la gauche [envers le pôle radical minoritaire] a persisté en dépit du tournant à droite de la nation [...] sans que soit pris en compte le conservatisme culturel d'une population noire américaine profondément religieuse. Ces leaders [noirs] ont conclu une alliance avec des féministes, des activistes homosexuels et des promoteurs des libertés civiles, au lieu de jeter des ponts vers les organisations politiques de centre-droit. Il est devenu évident qu'une majorité politique conservatrice peut être constituée dans ce pays, et qu'elle peut gouverner sans le soutien des électeurs des minorités urbaines » (Loury, 1995 : 98-99).

23 Pour tenter de comprendre « l'hypothèse Powell », on renverra les lecteurs français à « l'épisode Delors » de la campagne présidentielle française de 1995. Les similitudes sont en effet nombreuses entre les deux cas, de la sortie d'un livre-témoignage à l'événement suscité par l'annonce médiatique de la décision prise — un retrait de la « course » — en passant par l'espoir d'une reconstruction de l'espace politique autour d'hommes politiques perçus comme atypiques. Il faut également signaler qu'une des interprétations de l'épisode Powell consiste à considérer que si le Général Powell a pu arriver jusqu'à un tel niveau de popularité, c'est en raison d'une carrière favorisée par des programmes spécifiques de promotion des Noirs dans l'armée qui restent parmi les plus avancés du pays, et que cette situation exceptionnelle ne doit pas masquer le sort de l'ensemble de la minorité noire, sur le thème « si un Noir peut être chef d'état-major de l'armée et apparaître comme un recours politique, alors pourquoi les autres ne s'en sortent-ils pas mieux ? » (voir Muwakkil, 1996).

24 Cette politique s'appuie sur le « retour de bâton *(backlash)* contre les politiques soucieuses de la race », qui ne cesse d'augmenter dans la société américaine. Une des raisons du succès conservateur actuel serait, selon Glenn C. Loury, que les « revendications de renversement de la discrimination [contre la discrimination positive] des hommes blancs ont longtemps été traitées par les libéraux comme une simple contrariété ou comme des expressions réactionnaires de dégoût envers le noble but des "droits civils". Ces ressentiments peuvent désormais être vus pour ce qu'ils sont réellement : des manifestations du coût de la politique américaine de réification de la race. Ignoré pendant un quart de siècle par ceux qui font et administrent nos lois, ce coût a maintenant trouvé son expression dans notre vie politique, avec des effets imprévisibles » (Loury, 1995 : 97-98). Le lien entre pauvreté, « race » et délinquance est établi statistiquement dans de nombeuses enquêtes menées par les auteurs des fondations conservatrices et néolibérales américaines (voir par exemple Niskanen, 1996).

25 Un des arguments communs à Herrstein et Murray et à D'Souza est celui-ci : ce n'est pas nous qui avons commencé à parler en termes de « race » et de différence à valoriser, sous-entendu : ce sont les libéraux des droits civils et les activistes des minorités (notamment les Noirs), mais si vous voulez en parler, parlons-en, mais alors sans omettre aucun élément ni aucun chiffre sur les résultats de la politique de déségrégation et de discrimination positive. Ces auteurs s'appuient ainsi à la fois sur le lot d'échecs inévitables inhérents à ce type de politiques, sur la modestie des progrès enregistrés et sur le discours racialiste des tenants de l'*identity politics* pour avancer des arguments de nature génétique, notamment. Le « piège racial » se referme ainsi sur les libéraux et les radicaux de la gauche américaine qui ont cru que la racialisation ou l'ethnicisation des problèmes sociaux pourrait conduire l'opinion américaine à une attitude favorable à la discrimination positive en jouant, par exemple, sur son sentiment de culpabilité, conformément à la logique enclenchée par le tournant identitaire. Or ce sentiment s'est peu à peu effacé face au coût budgétaire de ces politiques et à leurs résultats finaux, jugés décevants. Aujourd'hui, ce sont davantage les conservateurs qui rappellent le contenu du discours de Martin Luther King cité plus haut, en insistant sur son caractère intégrationniste et « aveugle à la couleur » *(a color-blind ideal)*, alors que libéraux et radicaux s'indignent de cet « aveuglement à la couleur » au nom du respect de la différence. Voir, pour la contre-attaque libérale à l'ouvrage de Herrnstein et Murray, le livre collectif du département de sociologie de l'Université de Berkeley (Fischer et al., 1996), dans lequel les auteurs, Claude S. Fischer, Michael Hout, Martin Sanchez Jankowski, Samuel R. Lucas, Ann Swidler et Kim Voss, reprennent les statistiques utilisées par Herrnstein et Murray pour en livrer une lecture différente et en dénoncer la manipulation ; voir notamment la critique de la « bell curve » (courbe en cloche) qui figure le résultat de tests d'intelligence (de Q.I.) à partir d'une enquête de l'armée américaine auprès de 12 000 jeunes (« The Armed Forces Qualifying Test », AFQT), repris par les enquêteurs de la *National Longitudinal Survey of Youth* de 1980.

Bibliographie

ASANTE, Molefi K., 1987, *The Afrocentric Idea*, Philadelphie, Temple U.P.

BACCIOCCO, Edward, 1974, *The New Left in America : Reform to Revolution, 1956 to 1970*, Washington, Hoover Institution Press.

BULARD, R., 1991, « Blacks and the new South : Civil rights in the eighties », dans

J. SWIFT éd., *Dream and Reality*, Westport, Greenwood Press.

CLOWARD, Richard A., et F. F. PIVEN, 1972, *Regulating the Poor*, New York, Vintage Books.

CARSON, Clayborne, 1981, *In Struggle : SNCC and the Black Awakening of the 1960's*, Cambridge, Mass., Harvard U.P.

DUBOIS, William E. B., 1970 [1903], *The Soul of the Black Folk*, New York, Washington Square Press.

D'SOUZA, Dinesh, 1995, *The End of Racism : Principles for a Multiracial Society*, New York, Free Press.

EVANS, Sarah, 1979, *Personal Politics. The Roots of Women's Liberation in the Civil Rights Movement and the New Left*, New York, Vintage Books.

FEHER, Michel, 1992, « 1967-1992. Sur quelques recompositions de la gauche américaine », *Esprit*, 12 : 60-92.

FISCHER, Claude S., et al., 1996, *Inequality by Design. Cracking the Bell Curve Myth*, Princeton, Princeton U.P.

FLEMING, Cynthia G., 1992, « African-Americans », dans J. D. BUENKER et L. A. RATNER, éd., *Multiculturalism in the United States*, Westport, Greenwood Press : 9-29.

GLAZER, Nathan, 1997, *We Are All Multiculturalists Now*, Cambridge, Mass., Harvard U.P.

GOSNER, Harold F., 1935, *Negro Politicians : The Rise of Negro Politics in Chicago*, Chicago, The University of Chicago Press.

GRANJON, Marie-Christine, 1985, *L'Amérique de la contestation. Les années 1960 aux États-Unis*, Paris, Presses de la FNSP.

HACKER, Andrew, 1992, *Two Nations : Black, White, Separate, Hostile, Unequal*, New York, Scribners.

HAGHIGHAT, Chapour, 1994, *L'Amérique urbaine et l'exclusion*, Paris, Presses universitaires de France.

HARRIS, Fred R., 1988, « The 1967 riots and the Kerner Commission », dans F. R. Harris et R. Wilkins, éd., *Quiet Riots. Race and Poverty in the United States*, New York, Pantheon Books : 5-15.

HERRSTEIN, Richard J., et C. MURRAY, 1994, *The Bell Curve : Intelligence and Class Structure in American Life*, New York, Free Press.

KILSON, Martin, 1974, « Politics of black ethnicity », dans F. COTTINGHAM et al., éd., *The Social Reality of Ethnic America*, New York, Health and Company.

LAMB, Charles M., 1981, « Legal foundations of civil rights and pluralism in America », *Annals of the American Academy in Political and Social Sciences*, 454, March : 13-25.

LOURY, Glenn C., 1995, « Individualism before Multiculturalism », *Public Interest*, Fall : 92-106.

LYNCH, Hollis R., 1973, *The Black Urban Condition : A Documentary History, 1866-1971*, New York, Crowell.

MARABLE, Manning, 1991, *Race Reform Rebellion. The Second Reconstruction in Black America, 1945-1990*, New York, Macmillan.

MEIER, August, et E. RUDWICK, 1974, *From Plantation to the Ghetto : An Interpretative History of American Negroes*, New York, Hill & Wang.

MEIER, August, et E. RUDWICK, éd., 1970, *Black Protest in the Sixties*, Chicago, Quadrangle Books.

MUWAKKIL, Salim, 1996, « Identity Crisis », *In These Times*, 22 janvier : 14-17.

MYRDAL, Gunnar, 1944, *An American Dilemma. The Negro Problem and American Democracy*, New York, Harper & Row.

NISKANEN, William A., 1996, « Welfare and the Culture of Poverty », *The Cato Journal*, 16, 1.

OLIVER, Melvin, et T. SHAPIRO, 1995, *Black Wealth, White Wealth*, New York, Routledge.

POWELL, Colin, 1995, *My American Journey*, New York, Random House.

SALE, Kirkpatrick, 1973, *SDS : Ten Years Toward a Revolution*, New York, Random House.

VILLENEUVE, Patrick, 1996, « La réforme de l'aide sociale de 1996 : le pari de Bill Clinton », *Lien social et politiques-RIAC*, 36, automne : 55-59.

ZOOK, Kristal B., 1995, « A Manifesto of Sorts for a Black Feminist Movement », *New York Times Magazine*, 12 novembre.